

«Le personnel est bradé pour des raisons politiques»

Jamais le service public n'a subi un tel choc: 250 postes supprimés à la SSR, une vingtaine de licenciements annoncés à la RTS. Reportage aux côtés de Willy Knoepfel, secrétaire du SSM à Genève.

Par Alain Maillard

En 28 ans, Willy Knoepfel en a vu d'autres. Depuis qu'il est le secrétaire de la section genevoise du Syndicat suisse des mass médias (SSM), il a participé à «des mouvements sociaux autrement plus forts pour des choses beaucoup moins graves». Quand un collaborateur qui animait une émission de Jass avait été déplacé brutalement à la météo, se souvient-il, 400 personnes s'étaient rassemblées aux cris de «Torracinta démission!». Une autre fois, pour un conflit portant sur la convention collective, «nous avons descendu une banderole géante depuis le toit de la tour qui disait: Stop Walpen!».

Ce 24 novembre, alors que le service public audiovisuel vit sa plus grosse crise, avec la suppression annoncée de 250 postes, dont 74 pour la Radio télévision suisse (RTS), ce qui impliquera une vingtaine de licenciements entre Lausanne et Genève, moins d'une centaine d'employés sont sortis manifester une petite demi-heure. Résignation? Peur? «Tout le monde tremble pour sa part d'antenne», confesse un employé. Le matin même, apprend-on, une première collaboratrice a été convoquée et licenciée. Un autre poste lui a été proposé, elle pourra y poser sa candidature... parmi d'autres.

Aux employés qui émergent par les portes tournantes, des masques blancs sont distribués, ainsi qu'un badge représentant un citron pressé. Willy Knoepfel lit au micro une lettre qui sera adressée à la direction. Elle reprend des propos déjà tenus: dans un manifeste adopté lors de la première manifestation, le 27 octobre, dans d'autres communiqués du SSM. Il s'agit de refuser les licenciements parce que «le personnel est le capital le plus précieux de l'entreprise» et parce que les coupes dans les programmes ne font qu'affaiblir le service public avant le débat qui aura lieu en 2016 aux Chambres fédérales (lire à ce sujet l'article de Philipp Cueni en page 15).

L'alternative, ce serait que la SSR (Société suisse de radio-diffusion) s'endette. Le syndicat a analysé ses finances, il affirme qu'elles sont assez solides pour supporter un endettement temporaire en attendant l'application de la nouvelle redevance. Argu-



ment balayé par le directeur général de la SSR, Roger de Weck, qui déclarait dans «La Liberté» du 12 novembre: «Le nouveau système ne sera introduit qu'à partir de 2019 et nul ne sait si le produit de la redevance augmentera. Il est exclu que nous cumulions d'ici là 160 millions de francs de pertes.»

Pour Willy Knoepfel, on est là au cœur du problème. «Il faudrait raconter cette dérive de la SSR, ce délire gestionnaire imposé par des administrateurs souvent issus d'autres grandes régies publiques.» Qui explique aussi en partie, selon lui, la moindre mobilisation du personnel: «A l'époque où Guillaume Chenevière dirigeait la Télévision suisse romande, les collaborateurs se sentaient encore propriétaires de la télévision. Tout le monde se tutoyait. Quand Gilles Marchand est arrivé à la direction, il en a fait une entreprise classique. Il dirige, les cadres obéissent ou se font virer, tout le monde marche au pas. Alors évidemment les gens ont peur.»

A la fin de la manifestation, après la photo collective, à peine deux ou trois questions sont posées au représentant syndical. Personne ne prend la parole pour protester. Une petite centaine de personnes sont là, environ trois fois moins qu'il y a un mois, le 27 octobre. Il est vrai que les protestations ont déjà été exprimées

ailleurs. Il y a eu des réunions du personnel houleuses depuis les annonces faites par la SSR le 7 septembre et le 6 octobre. Certains choix ont été fortement mis en cause, notamment le projet de nouveau bâtiment de la RTS sur le campus de l'EPFL, à Lausanne. Gilles Marchand, comme toujours, a expliqué ses décisions et ne les modifiera pas.

Le **sentiment d'impuissance** est aujourd'hui palpable. Willy Knoepfel reconnaît d'ailleurs, à la fin de la manifestation, que «nous n'allons pas pouvoir faire grand-chose, je vous le dis franchement». Le plan social est bon, plus généreux que ce que prévoit la convention collective (CCT). Il a d'ailleurs lui-même participé aux négociations à Berne. Mais attention, «ce n'est pas une victoire si l'employeur, là, se montre arrangeant».

Le prix à payer pour ce partenariat social, c'est d'avoir renoncé au droit de grève en signant la CCT. Laquelle, soit dit en passant, reste en vigueur pour trois ans. Le syndicat peut seulement vérifier son application et le respect de la loi sur le travail.

Mais la SSR, souligne Willy Knoepfel, bon connaisseur du droit du travail, est l'entreprise en Suisse qui bénéficie du plus grand nombre d'exemptions.

L'autre arme qui reste, c'est de protester publiquement. Faire savoir, comme l'affirme un collaborateur, que les burn-out se multiplient dans l'entreprise. «Casser l'idée que nous avons des salaires de ministres: nous gagnons moins que des enseignants.» Réponse d'un voisin: «Gueuler, c'est la ressource du faible.»

Les **masques blancs** distribués aujourd'hui, c'est une idée de Willy Knoepfel dans l'espoir de pouvoir ainsi «passer au TJ» - espoir qui sera déçu. Il les a commandés bien avant les confirmations, le 17 novembre, des suppressions de postes. Il savait à quoi s'en tenir et une manifestation ne s'improvise pas, les employés d'un diffuseur en continu ne pouvant facilement quitter leurs postes.

Ce qui explique en partie pourquoi les employés ont mani-





festé à Genève et Lausanne, et pas ailleurs en Suisse. Mais ce n'est sans doute pas la seule raison. Lui-même d'origine alémanique, Willy Knoepfel déplore le manque de combattivité de ses collègues outre-Sarine, trop soucieux selon lui de maintenir le dialogue. C'est l'un de ses lassitudes: celle de devoir, dit-il, tirer tout le syndicat. Ou que ses communiqués soient jugés trop polémiques à Zurich.

Cette fois, se réjouit-il, «ils ont compris». Le 19 novembre, le secrétariat central a publié une note de protestation «qui nous a fait plaisir», même si le syndicat semble tomber des nues en découvrant que la consultation du personnel ne servait que d'alibi. Le SSM exprime «son incompréhension la plus totale», affirme que le personnel «a le sentiment d'avoir été trompé», trouve «tout à fait déconcertant» que la SSR «agisse sur le court terme et se laisse guider par une pusillanimité manifeste». Audaces de langage inhabituelles.

Il faut dire que le SSM est dans une **position inconfortable**: on pourrait dire que c'est un syndicat «embedded». Willy Knoepfel a lui-même son bureau dans les locaux de la télévision. En 1987, se souvient-il, il a été présenté au directeur de la TSR le jour-même où il a été nommé. Il découvrait alors le syndicalisme, après avoir été laborant en chimie et musicien avant de faire des études sociales et de devenir animateur socio-culturel. Cela n'a pas toujours été facile. «Je suis à la retraite l'an prochain, je n'ai plus des crises d'angoisse comme il y a vingt ans. Mais c'est vrai que les mouvements sociaux étaient plus violents. Et le syndicat était parfois très critiqué, on nous rendait responsables de tout.»

Au moins, il y avait la place pour la négociation. Ce n'est plus le cas. C'est parce qu'il se doutait bien que la consultation du personnel ne changerait rien que le syndicat a recommandé de ne pas y participer, ou lui adresser à lui les propositions. Il n'était pas surpris en lisant le communiqué de la SSR le 17 novembre: «Les mesures proposées ne permettront pas de limiter de manière substantielle les quelque 250 suppressions de postes. Le Comité de direction a donc décidé de les mettre en œuvre dans les proportions initialement annoncées.»

Que «les dés étaient pipés», comme le formule Willy Knoepfel, la RTS en a donné encore une indication en annonçant le même jour des décisions qui, pour les employés concernés, ont retenti comme des «coups de tonnerre». Un exemple: les producteurs des émissions religieuses ont été convoqués pour apprendre, sans en avoir reçu le moindre signe avant-coureur, que trois émissions seraient supprimées en 2017 («Faut pas croire», «Hautes fréquences» et «A vue d'esprit»). Depuis, on leur a expliqué qu'il était possible de négocier d'autres solutions, mais à condition que les économies restent les mêmes: 1,2 million de francs sur un budget de 2,8 millions (voir le tableau des économies annoncées à la RTS).

Des choix ont donc été faits par la direction bien avant que la consultation n'arrive à terme. Des choix qui ont le mérite d'éviter la solution facile des coupes linéaires, mais **des choix politiques** qui, comme le soulignait le soir même la conseillère nationale socialiste vaudoise Ada Marra dans l'émission Forum, anti-





cipent le débat à venir sur la redéfinition du service public. Pourquoi couper dans la religion plutôt que dans le sport, par exemple?

C'est d'ailleurs là, dans le champ politique et non pas par nécessité financière, que pour Willy Knoepfel se situe la véritable motivation de la direction de la SSR. Elle veut amadouer la droite en montrant qu'elle peut réduire ses dépenses. C'est d'ailleurs ce que disait l'invitation à manifester ce 24 novembre: «Le SSM est désormais convaincu que le directeur de la SSR veut des licenciements pour des motifs politiques.»

—En d'autres termes, pour la première fois dans son histoire, le service public ne serait plus très sûr d'avoir le soutien public.

Les coupes de la RTS

Précisions données par Barbara Stutz, cheffe du service de presse: «La RTS s'efforce d'affaiblir le moins possible son offre en général, de préserver en particulier les prime time radio et TV et de minimiser les impacts sur l'actualité, le sport et la culture. La réduction de 11,5 millions de francs sur un budget de 393 millions se répartit comme suit:

- Infrastructure: 1 million.
- Département support (ressources humaines, finances, promotion, etc.): 1,2 million.
- Offre en ligne et D+A: 1,1 million.
- Actualité TV, radio et web: 1,4 million (avec en particulier la suppression de l'émission TV Outre-zapping).
- Programmes: 6,9 millions.

La répartition des économies dans les programmes est la suivante:

- Achats de films et séries TV: 2 millions en 2016, ramenés à 1,5 million dès 2017.
- Fiction RTS (en coproduction avec les producteurs romands): 2,2 millions en 2016, 1 million dès 2017. Production d'une série romande en moins.
- Réduction du divertissement et de la musique (Coups de cœur, Music on tour): 750 000 francs en 2016, 1 million dès 2017.
- Arrêt du Kiosque à Musiques à la télévision (maintien à la radio): 1 million.
- Diminution des émissions pour enfants (4-10 ans): 500 000 francs en 2016, 1,1 million dès 2017.
- Le domaine des sports est touché par des économies sur le plan national (Business Unit Sport) et une limitation des budgets liés aux événements sportifs 2016 (Eurofoot et Jeux olympiques).
- Emissions religieuses: le budget annuel sera diminué dès 2017 de 1,2 million.
- Culture: l'ensemble de l'activité de la RTS n'est pas touchée par des mesures d'économie ou le changement de grille d'Espace 2 prévu en 2016 (la grille actuelle date de 2009). La diversité des matières et des traitements culturels de la RTS seront maintenus dans une programmation renouvelée. De plus, la RTS va valoriser son offre culturelle sur le web: un portail dédié naîtra en 2016.»

En dates

7 septembre : La SSR annonce qu'elle doit faire des économies de 40 millions de francs en raison de la décision du Tribunal fédéral sur la TVA sur la redevance à sa charge.

6 octobre : La SSR annonce la suppression de 250 postes, dont 74 à la RTS, et lance une procédure de consultation conformément à ses obligations légales.

27 octobre : Manifestations des employés à Genève et Lausanne.

17 novembre : La SSR annonce que les propositions du personnel et du syndicat «ne permettront pas de limiter de manière substantielle les quelque 250 suppressions de postes». La RTS précise dans une note interne la répartition de ses 11 millions de francs d'économies par secteur (voir autre encadré).

24 novembre : Manifestations des employés à Genève et Lausanne.